

Un autre plan suggéré par quelques-uns de ces banquiers et par certains économistes est le " projet de monnaie de base ". Cela veut dire que les nations dirigeantes se réuniraient et s'entendraient sur leurs taux du change, et les pays de moindre importance feraient de même une fois ce premier accord conclu. Péremptoirement, ils commencent par dire que ce qu'il faut c'est que les Etats-Unis et le Royaume-Uni s'entendent sur le taux de la livre sterling et du dollar; puis ajoutent-ils, la Banque fédérale de réserve de New-York, est disposée à consentir un prêt, à la Banque d'Angleterre ou au gouvernement britannique, permettant, en dépit des influences immédiates qui pourront jouer, de maintenir le taux d'échange convenus. En d'autres termes, il y aurait un crédit direct de la part des Etats-Unis et à l'égard du Royaume-Uni, et chacun des petits pays se tournerait soit du côté du dollar américain, soit du côté de la livre sterling britannique. Il me semble qu'il existe de véritables objections, de véritables restrictions à ce genre de solution du problème. Tout d'abord, il me paraît évident que s'il y a des objections politiques au projet de fonds international, disons aux Etats-Unis, il y aurait des objections plus sérieuses au crédit direct de la part des Etats-Unis ou de la Banque fédérale de réserve à l'égard du Royaume-Uni. Il y aura certainement plus de trouble politique, de friction et de difficulté dans les années à venir par suite de ce genre de crédit direct.

En second lieu, il semble évident qu'on divise le monde en une zone sterling et en une zone de dollar américain, chaque pays et chaque système monétaire ayant ses propres satellites. Je ne vois pas où nous pourrions en venir de cette façon, car pour nous, la livre sterling et le dollar américain sont à peu près également importants. Certainement, ce plan comporte un aspect bilatéral, et je crois qu'il y aurait tendance à en arriver à la dualité et aux préférences en matière commerciale et monétaire.

Je ne suis pas entré dans les détails pour ce qui a trait au second but des projets monétaires, savoir, la détermination et les modifications des taux du change. Je crois, cependant, en avoir dit suffisamment pour vous en donner une bonne idée.

Le troisième but est de fournir une méthode et un mécanisme pour obtenir les ajustements requis en vue de maintenir l'équilibre dans les comptes courants des pays adhérents. Qu'est-ce que cela signifie? Admettons que le fonds est créé et qu'il fonctionne bien pendant un an ou deux, et qu'un pays devienne chroniquement en déséquilibre. Qu'allons-nous faire? Ces plans comportent des dispositions qui tentent de résoudre ce problème le plus efficacement possible sans nuire réellement à la souveraineté des pays. En ce qui concerne un pays débiteur, il existe des dispositions qui sont destinées à l'empêcher de tomber dans un état déficitaire chronique, et d'autres dispositions ayant pour but de corriger les conditions responsables de cet état, lorsqu'un pays a une tendance chronique au déséquilibre, il existe aussi certaines mesures à prendre et des suggestions sur ce qu'il faut faire. Les trois plans donnent beaucoup d'attention à l'état d'un pays créateur. On craint qu'un ou plusieurs grands pays n'insistent pour exporter des marchandises au reste du monde et sans vouloir, soit acheter des marchandises du reste du monde, soit consentir des prêts internationaux à longue échéance, afin de maintenir leur équilibre. Je n'insisterai pas sur certaines dispositions détaillées de ces plans qui ont pour objet, autant qu'il est possible, la solution de ce problème.

J'aimerais maintenant dire quelques mots sur la direction de l'union ou du fonds et sur la répartition des votes entre les pays adhérents. Dans le plan britannique, le vote est réparti selon les quote-parts. Dans le plan américain, le vote se rapporte aussi aux quote-parts, mais il existe certaines dispositions suivant lesquelles les Etats-Unis ont le droit de veto. Nous avons examiné ces clauses, et nous avons cru que pour l'adoption d'un tel projet, sauf dans une seule occasion, il était mieux de laisser prévaloir le principe démocratique. En d'autres